

Le massacre quotidien de la faim: où est l'espoir?

Toutes les 5 secondes, un enfant en dessous de dix ans meurt de faim. 24 000 personnes meurent de faim ou de ses suites immédiates chaque jour. Plus d'un milliard de personnes sont gravement et en permanence sous-alimentées. Dans le rapport où figurent ces chiffres, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) constate que l'agriculture mondiale, dans le développement actuel de ses moyens de production, pourrait nourrir normalement (avec 2700 kcal par individu et par jour) 12 milliards de personnes. Nous ne sommes que 6,7 milliards sur Terre. Conclusion: pour le massacre quotidien de la faim, il n'existe aucune fatalité. Chaque enfant qui meurt de faim est assassiné.

Le présent article traite de la crise alimentaire qui a éclaté en 2007 et 2008 et dont l'origine est la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché international, en particulier du blé, du riz, du soja et du maïs. Celle-ci continue de frapper violemment les 2,2 milliards d'êtres humains pauvres (avec un revenu de moins de 2 USD par jour) des bidonvilles du monde et des campagnes où les récoltes et l'accès aux ressources productives sont insuffisants.

Selon la FAO et la Banque mondiale, les prix des denrées alimentaires ont progressé de 40% entre mars 2007 et mars 2008 et de 130% entre janvier 2002 et juin 2008. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une augmentation structurelle et historiquement exceptionnelle.

L'augmentation des prix sur le marché international a entraîné une hausse de la *facture alimentaire*, qui a touché en particulier les pays dépendants des importations alimentaires. Pour les pays les plus touchés, cette facture a augmenté de 37% entre 2006 et 2007 et de 56% entre 2007 et 2008. Pour l'Afrique, elle a augmenté de 74% entre 2007 et 2008.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires a également entraîné une hausse dramatique du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Depuis 2009, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, plus d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation, alors qu'elles étaient 848 millions en 2006.

Alors que les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire – visant à réduire de moitié le nombre et la proportion de personnes sous-

alimentées d'ici 2015 – paraissaient difficilement atteignables avant la crise alimentaire, ils sont devenus clairement hors de portée (voir *graphique 1*).

Les causes de la crise alimentaire

Pourquoi les prix des denrées alimentaires ont-ils augmenté?

Les causes de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sont à la fois structurelles (2002–2008) et conjoncturelles (mars 2007–mars 2008). Parmi les premières dominent la production d'agrocarburants – responsable, selon la Banque mondiale, de 70 à 75% de l'augmentation des prix entre 2002 et 2008 –, la demande croissante des classes moyennes des pays émergents en produits carnés et laitiers et la baisse de la production alimentaire en raison des catastrophes climatiques. Le volet conjoncturel est principalement marqué par la spéculation sur les prix des denrées alimentaires et l'augmentation du prix du pétrole à la fin 2007 et pendant la première partie de l'année 2008.

... ainsi que le nombre de personnes sous-alimentées?

L'augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché international n'aurait pas entraîné une hausse aussi dramatique du nombre de personnes sous-alimentées si les pays les plus touchés n'avaient pas été dépendants des importations alimentaires. Si ces pays avaient investi massivement dans le développement rural et l'agriculture de proximité dans les trente dernières années, ils auraient pu substituer les importations alimentaires par des produits locaux. Dans cette situation, les petits agriculteurs auraient produit assez pour nourrir leurs familles et ils auraient eu accès au marché pour revendre leurs surplus; ils auraient alors pu profiter de l'augmentation des prix sur les marchés locaux, au lieu de la subir en tant que consommateurs nets de denrées alimentaires.

Cette substitution a, toutefois, été rendue impossible par l'imposition de programmes d'ajustements structurels par le FMI et la Banque mondiale depuis les années quatre-vingt, qui ont forcé les pays du Sud à libéraliser leur agriculture, à éliminer les aides aux



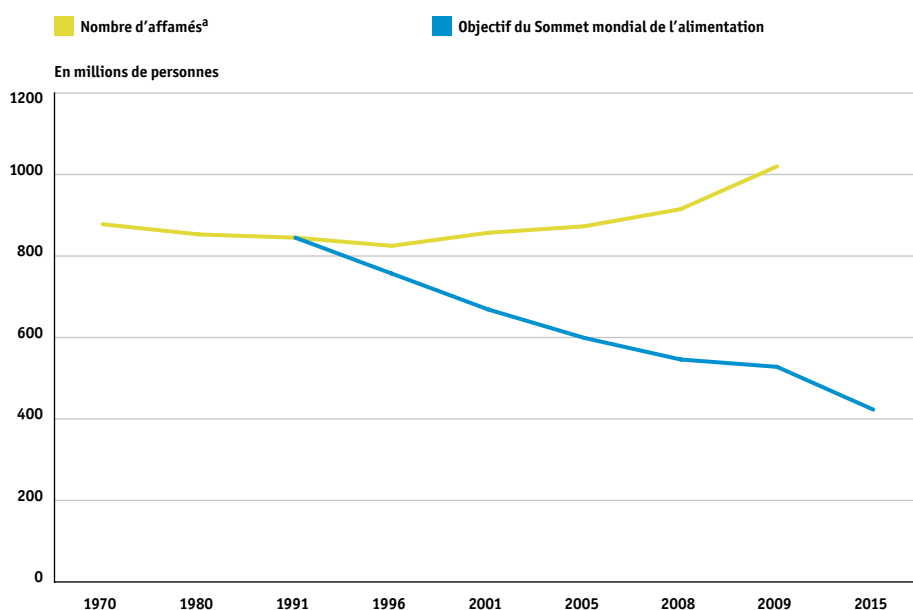
Christophe Golay
Chargé de recherche à l'ADH, Genève, et chargé d'enseignement invité à IHEID, ancien conseiller du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation



Jean Ziegler
Vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ancien Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation

Graphique 1

Nombre de personnes souffrant de sous-alimentation



a 2009: estimation.

Source: FAO, «Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais», communiqué de presse du 19 juin 2009 / La Vie économique

familles paysannes et à favoriser les cultures d'exportation, sources de devises étrangères pour rembourser la dette. Au même moment, entre 1983 et 2006, le montant de l'aide au développement alloué à l'agriculture est passé de plus de 20 milliards d'USD (valeur 2006) à moins de 5 milliards.

L'abandon des politiques de soutien aux familles paysannes et la libéralisation de l'agriculture imposés par le FMI et la Banque mondiale font donc parties des principales causes de la crise alimentaire qui a éclaté en 2008.

La faim structurelle

Pour répondre de façon adéquate à la crise alimentaire, il faut comprendre les causes de la faim structurelle. Pour ce faire, il faut s'attaquer à certains mythes. Selon le premier, le manque d'alimentation *disponible* serait la cause principale de la faim dans le monde. Ce mythe a perduré jusque dans les années quatre-vingt, quand Amartya Sen a démontré qu'il pouvait y avoir des famines sans baisse de la disponibilité alimentaire, dans des régions où certains groupes de population n'avaient plus accès à l'alimentation alors qu'elle était pourtant disponible. C'est le cas dans la plupart des pays occidentaux, mais aussi en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Ainsi, comme l'a expliqué A. Sen, si des millions de familles sont sous-alimentées, c'est parce qu'elles n'ont pas de droits suffisants sur des ressources productives – la terre, l'eau, les semences, les pêches ou la forêt

– ou sur un revenu ou une aide sociale qui leur permettrait d'avoir accès à l'alimentation.

Selon le deuxième mythe, les conflits armés et les catastrophes naturelles seraient les causes profondes de la sous-alimentation. Il a été remis en cause par le projet des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire, qui a démontré que 10% seulement des personnes sous-alimentées étaient victimes d'un conflit armé ou d'une catastrophe naturelle. Comme nous avons pu le constater dans nos missions pour les Nations Unies, notamment au Niger, en Éthiopie, en Inde, au Bangladesh, au Brésil et en Bolivie, les causes profondes de la sous-alimentation ne sont pas les conflits armés ou les catastrophes naturelles, mais les exclusions sociales, politiques, économiques et culturelles et les discriminations dont sont victimes les femmes, les populations rurales, les Dalits ou les communautés indigènes.

Les réponses à la crise alimentaire

Depuis 2008, les réponses apportées par les États et les organisations internationales à la crise alimentaire sont insuffisantes et contradictoires.

Les États: entre réactions individuelles et coordination

Dès le début de la crise alimentaire, les États qui en avaient les moyens ont pris diverses mesures pour améliorer l'accès à l'alimentation de leur population. Certains ont subventionné les denrées alimentaires de base. D'autres ont diminué les tarifs sur les importations ou restreint les exportations de leur production vers l'étranger. Plusieurs gouvernements ont annoncé la relance de leurs politiques de soutien à l'agriculture et un nouveau phénomène est apparu: l'achat ou la location de millions d'hectares de terres par des pays riches ou des compagnies privées, dans des États où l'insécurité alimentaire est déjà très élevée.

À partir d'avril 2008, les États ont tenté de dépasser la première phase de réactions individuelles pour coordonner leurs réponses à la crise. Les réunions internationales se sont alors succédé à Rome, Genève, New York et Madrid. En juin 2008, dans la Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies, 42 chefs d'État et de gouvernement et 100 ministres ont réaffirmé le besoin d'augmenter la production locale et l'aide pour l'agriculture à l'échelle nationale, tout en prônant la continuation des politiques existantes, y compris la libéralisation des échanges agricoles. En novembre 2009, dans la Déclaration du Som-

met mondial sur la sécurité alimentaire, plus de 40 chefs d'État et de gouvernement et plus de 70 ministres ont repris les mêmes propositions, en mettant l'accent sur le besoin de réinvestir dans l'agriculture locale et la nécessité de continuer à ouvrir les marchés.

L'équipe spéciale du Secrétariat général des Nations Unies

Pour coordonner les réponses des organisations internationales à la crise alimentaire, le Secrétaire général des Nations Unies a créé une équipe spéciale de haut niveau, regroupant les dirigeants des agences de l'ONU, des institutions financières internationales et de l'OMC. En juillet 2008, cette équipe a adopté un cadre global d'action avec deux objectifs principaux: accroître l'aide alimentaire pour les personnes les plus vulnérables et renforcer leur sécurité alimentaire à long terme. Malgré la bonne entente affichée, les membres de l'équipe du Secrétaire général ont défendu des positions radicalement différentes sur les voies à suivre pour renforcer la sécurité alimentaire, l'OMC prônant une libéralisation croissante des échanges et la FAO la protection des droits des petits producteurs.

Les critiques de la société civile

En parallèle à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies, en juin 2008, les organisations paysannes et de nombreuses ONG ont adopté une déclaration intitulée «The world doesn't need more of the same medicine» («le monde n'a pas besoin de subir les mêmes médicaments en dose supérieure»). Dans cette déclaration, elles ont critiqué le fait que plusieurs solutions proposées, comme la libéralisation du commerce ou la coopération avec des entreprises motivées par la maximisation du profit, avaient été à l'origine de la crise alimentaire. À la place, elles ont défendu le droit à l'alimentation et la reconnaissance des droits dont doivent jouir les familles paysannes. En juin 2008, La Via Campesina, qui regroupe plus de 140 organisations paysannes dans près de 70 pays et représente plus de 200 millions de personnes, a adopté la *Déclaration des droits des paysannes et des paysans*, avant de la présenter comme une solution pour répondre à la crise alimentaire aux Nations Unies.

Le droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental, qui a été consacré pour la première fois dans la Déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948. Dans les 20 dernières années, il a fait l'objet

d'un développement considérable aux Nations Unies, qui a culminé avec l'adoption des *directives volontaires sur le droit à l'alimentation* en novembre 2004. Ces dernières ont été adoptées à l'unanimité par les États membres de la FAO. Elles prévoient de nombreuses mesures que les États doivent prendre pour garantir l'accès des plus vulnérables aux ressources productives et à un revenu suffisant.

Depuis l'éclatement de la crise alimentaire, le Conseil des droits de l'homme et le Secrétaire général des Nations Unies ont rappelé la nécessité de baser la lutte contre la faim et les réponses à la crise alimentaire sur le droit à l'alimentation. Celui-ci est défini comme un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, qui doit assurer une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne.

À l'issue de sa session spéciale sur la crise alimentaire du 22 mai 2008, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution à l'unanimité, dans laquelle il a appelé les États et les organisations internationales à «passer au crible toute politique ou mesure qui pourrait avoir des effets négatifs sur la réalisation du droit à l'alimentation, en particulier du droit qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, avant d'adopter définitivement cette politique ou mesure». En vertu de cette résolution, la production d'agrocarburants, la spéculation sur les produits alimentaires et la libéralisation de l'agriculture devraient être revues en fonction de leur impact sur le droit à l'alimentation.

Le massacre quotidien de la faim de millions d'êtres humains a lieu dans une normalité glacée et sur une planète qui regorge de richesses. Il constitue le scandale majeur de notre temps. ■

Encadré 1

Références

- Jean Ziegler, *La Haine de l'Occident*, Paris, Livre de Poche, 2010.
- Christophe Golay, «Crise et sécurité alimentaires: vers un nouvel ordre alimentaire mondial?», *Revue internationale de politique de développement*, Genève, IHEID, vol. 1, 2010. Internet: <http://poldev.revues.org/133>.
- Christophe Golay, *Droit à l'alimentation et accès à la justice: exemples au niveau national, régional et international*, Rome, FAO, 2009. Internet: www.fao.org/righttofood/publi_en.htm.
- FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009: crises économiques - répercussions et enseignements*, Rome, FAO, 2009.
- Internet: www.righttofood.org; www.fao.org/righttofood.